

Assemblée et manifestation à Tambacounda

3 février

Tambacounda est une petite ville sénégalaise d'environ 40.000 habitants. Sur une des places du centre-ville, un meeting sur le thème « Les ressources », a rassemblé plusieurs centaines de personnes. Les porte-parole de différents syndicats de mineurs de la région ont informé le public sur les conditions d'exploitation des mines par les entreprises transnationales en Afrique. Des représentant(e)s d'organisations de citoyens ont témoigné sur la pratique du viol systématique, surtout d'enfants, au Mali et au Sénégal, pour chasser les familles des endroits où il est prévu d'ouvrir une mine. Ces pratiques et la pollution de l'environnement considérable – due en particulier à l'utilisation de mercure et de cyanure, ayant déjà détruit dans certains villages les ressources naturelles- ont déclenché, ces dernières années, au Sénégal comme au Mali, plusieurs révoltes de citoyen(ne)s. En outre, les emplois créés par les mines sont mal rémunérés; pour la plupart des gens, il est maintenant évident que les gains profitent exclusivement aux entreprises transnationales et que les sérieux dégâts environnementaux portent atteinte aux ressources naturelles de façon durable. Actuellement, un conflit au sujet de la construction et l'aménagement d'une mine d'uranium par le trust AREVA oppose, au nord de Tombouctou au Mali, les Touaregs, qui vivent là, à l'armée française (entre autres).

En même temps que cette assemblée, démarrait sur la rue principale une petite manifestation. Une charrette à cheval, moyen de transport courant dans cette ville, acheminait la sono. Les prises de parole en français et en wolof et la visibilité du cortège mené par deux pinces à boulons juchées sur des échasses, derrière une banderole portant l'inscription « Pour un monde sans frontières », ont créé les conditions favorables à l'entrée en contact avec la population locale. Quelques-uns ont rejoint spontanément la manifestation et ce que nous avons pu observer depuis le début de la caravane, s'est confirmé une fois de plus: les gens au Mali et au Sénégal qui ont été confrontés au régime des frontières de l'UE, personnellement ou par le biais de leurs proches ou de connaissances, réagissent avec beaucoup d'intérêt et soutiennent tout de suite les revendications d'abolition des frontières et de liberté de circulation universelle. Finalement, celles-ci répondent directement ou indirectement à leurs préoccupations sociales immédiates, car pour beaucoup, choisir la migration c'est, ou ce serait, opter pour une vie meilleure. En même temps, le quotidien ici en Afrique de l'ouest est tellement marqué par la lutte permanente, vitale pour le revenu, qu'il ne reste presque plus de temps ou d'énergie pour un débat ou même une organisation politique appropriés. Face à cette situation, développer, au-delà du projet de la caravane, des perspectives communes à long terme, dans ce champ de tensions socio-politiques apparaît comme l'un des principaux défis pour le réseau Afrique-Europe-Interact.